



Madame Ursula VON DER LEYEN  
Présidente de la Commission européenne  
Rue de la Loi 200  
1049 Bruxelles  
Belgique

Strasbourg, le 24 Octobre 2024

**Madame la Présidente de la Commission européenne,**

Députés européens français du PPE, en première ligne pour défendre l'agriculture de notre continent, nous tenons à vous exprimer notre ferme opposition à l'accord commercial avec les pays du Mercosur. Selon des rumeurs persistantes, cet accord pourrait être signé lors du G20 de Rio, les 18 et 19 novembre prochains.

**Nous vous le disons sans détour : cet accord, tel qu'il est, constituerait un coup fatal pour l'agriculture française et européenne.**

Nos filières agricoles, déjà durement éprouvées, seraient les premières victimes d'une concurrence déloyale et destructrice. Nous refusons qu'elles soient de nouveau une variable d'ajustement pour servir d'autres intérêts. Le sucre, le maïs, la viande bovine et bien d'autres secteurs en paieront le prix fort. Sur la viande bovine par exemple : même si le quota de 99 000 tonnes paraît, à première vue, limité, il s'agit d'une véritable brèche, une menace existentielle pour un secteur déjà fragilisé. Les pays du Mercosur viseront les morceaux les plus nobles, créant une concurrence frontale et totalement injuste pour nos éleveurs. Ils ne pourront se relever d'un tel choc.

**Nous vous demandons avec force de reconsidérer cet accord et d'exiger l'introduction de clauses miroirs robustes.** Alors que nos agriculteurs sont soumis à des normes de plus en plus strictes. I, il est totalement impensable que des produits importés puissent, eux, en être exemptés. Vous l'avez reconnu vous-même dans votre rapport de 2022 sur les clauses miroirs : elles sont possibles, à travers les accords commerciaux ou via des mesures autonomes. Il est temps d'agir. Vous devez vous assurer que les conditions de production européennes s'appliquent également aux produits venant de pays tiers, qu'il s'agisse de bien-être animal ou de normes environnementales et sociales. Nous ne pouvons pas accepter d'importer une agriculture que nous ne voulons pas chez nous.

**Ces nouvelles mesures devront impérativement s'accompagner de clauses de sauvegarde solides.** Il est essentiel que la Commission européenne procède à une analyse approfondie et régulière des effets de cet accord sur le marché européen, en mettant un accent particulier sur les productions les plus sensibles et vulnérables. Cette analyse devra inclure des indicateurs clés, tels que l'évolution des prix, les volumes de ventes des industries européennes, les niveaux de productivité, les pertes subies, les répercussions sur l'emploi ou tout autre indicateur traduisant une déstabilisation du mar-



ché. Ces clauses de sauvegarde devront être applicables sans aucun délai : en cas de variations significatives observées, la Commission devra réagir immédiatement en suspendant les importations responsables de ses déséquilibres. Une réactivité totale sera de rigueur.

**Cet accord, de par sa structuration juridique, pourrait échapper au contrôle démocratique des Parlements nationaux.** Comment accepter qu'une décision de cette ampleur, qui engage l'avenir de milliers d'agriculteurs et la sécurité alimentaire de l'Europe, se fasse sans leur aval ? Un tel accord ne peut, en aucun cas, s'appliquer sans l'examen et à la validation préalables des représentants de nos citoyens.

Nous avons déjà commis l'erreur de perdre notre souveraineté industrielle en ouvrant nos frontières sans discernement. **La Chine est devenue « l'Usine de l'Europe. » Ne faisons pas la même erreur avec notre agriculture. Ne transformons pas le Mercosur en « Ferme de l'Europe. »**

L'agriculture n'est pas une filière parmi d'autres, c'est un secteur de production stratégique pour l'avenir de nos démocraties. **Déléguer notre production alimentaire à l'autre bout du globe est une aberration tant pour nos agriculteurs que pour notre planète.** Ce modèle ne fera qu'aggraver l'empreinte carbone de notre alimentation, avec des productions dont le coût environnemental est parfois trois fois plus élevé que celui de l'Europe.

**Les pays européens se sont construits autour d'une agriculture riche, diverse, portée par des climats variés, et capable de produire des denrées de qualité que le monde entier nous envie.** Ces productions sont notre fierté et nous devons les protéger. Les agriculteurs ne sont pas contre le développement des échanges économiques mais ils veulent, surtout et avant tout, plus de justice et d'équilibre.

**Cet hiver, les agriculteurs ont déjà manifesté pour réclamer plus de protection et de considération.** La colère et la souffrance sont toujours là ; Madame la Présidente, nous sommes à votre disposition pour vous accueillir dans les cours de ferme en France, quand vous le voudrez. Les agriculteurs vous diront combien cet accord Mercosur serait la goutte de trop, celle qui les condamnerait.

Madame la Présidente, nous avons besoin de construire maintenant une Europe plus juste, qui respecte et soutienne ceux qui, jour après jour, nous font vivre.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions, Madame la Présidente, de croire en l'expression de notre très haute considération.

**François-Xavier BELLAMY et Céline IMART**  
Députés européens